

De: no-reply@cre.fr
Envoyé: vendredi 17 mai 2019 16:16
À: dr cp2
Objet: Nouvelle participation à une consultation publique

Bonjour,

Une participation à la consultation Consultation publique n°008 du 18 avril 2019 relative à l'évolution des prestations annexes à destinations des particuliers, des entreprises, des professionnels et des collectivités réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité a été soumise.

Veuillez prendre connaissance des informations ci-après :

- Nom : Lecerf
- Prénom : Géry
- Société : Alpiq
- Rue : 27 rue des poissonniers
- Code Postal : 92521
- Ville : NEUILLY SUR SEINE
- Pays : France
- Adresse mail : gery.lecerf@alpiq.com
- Téléphone : +33153434931
- Fax : --
- Document : --
- Visibilité : La réponse pourra être publiée par la CRE
- Contribution : Propos liminaires :

Dans sa feuille de route sur l'équilibrage, la CRE a rappelé que « les responsables d'équilibre ont un rôle important à jouer pour maîtriser les coûts d'équilibrage du système électrique, en particulier dans un contexte d'augmentation des besoins de flexibilité du système électrique dans son ensemble ». Si la CRE plaide pour un « renforcement des incitations à équilibrer leur périmètre », elle souligne également qu'« une précision accrue de la mesure de leurs déséquilibres ainsi qu'une information plus complète sur la consommation de leur périmètre peuvent contribuer à réduire globalement les coûts d'équilibrage ».

Les coûts d'équilibrage sont supportés par les responsable d'équilibres, mais tout gain sur l'équilibrage est très rapidement reversé à l'utilisateur final en raison de la concurrence sur les marchés de la fourniture et de l'agrégation. ALPIQ ENERGIE FRANCE considère donc que l'accès à cette information, qui améliore le surplus social, devrait être pris en charge par les tarifs d'utilisation des réseaux au lieu d'être facturé aux RE qui en font usage.

1. Question 1 : Etes-vous favorable à la proposition de ne plus facturer la prestation de transmission récurrente de la courbe de charge ?

ALPIQ ENERGIE FRANCE est favorable au principe de non-facturation de la « Transmission récurrente de la courbe de charge et de la « Collecte de la courbe de charge ».

L'absence de facturation de cette prestation proposée par la CRE traduit le fait qu'elle est essentielle au bon fonctionnement du marché. En effet, la prestation de collecte et transmission récurrente de la courbe de charge revêt un caractère déterminant pour les fournisseurs. Sans ces données, et privés à l'avenir (avec les boîtiers IP) des moyens de contrôler leur exactitude et de pallier d'éventuelles défaillances de la transmission (constat partagé quant à la faible qualité de donnée et de transmission dans le cadre des prestations F300B actuelles), les fournisseurs sont mis dans une situation de

dépendance à l'égard du GRD sans possibilité d'exiger de sa part des engagements fermes sur la qualité de la donnée et de sa transmission.

Cet enjeu est déterminant au regard de l'intérêt que représente le développement de la télérelève pour la collectivité, ainsi que l'a identifié la CRE dans sa feuille de route sur l'équilibrage. Le déploiement du « tout courbe de charge » permettra un accroissement notable de la précision dans l'équilibrage qui bénéficiera à toute la collectivité.

Dès lors, il est essentiel que cette prestation s'accompagne d'un cadre de régulation permettant de contraindre le GRD en termes de fiabilité de transmission et de qualité des données et ce par le biais d'obligations contractuelles pour le GRD accompagnées de pénalités en cas de manquement.

A minima, doit être mise en place une régulation incitative pour le suivi de cette prestation à travers des indicateurs incités financièrement mesurant notamment la vitesse de transmission des informations et la complétude des données.

2. Question 2 : Etes-vous favorable à la proposition d'introduire une prestation de transmission en J+1 des données du compteur pour les sites raccordés dans les domaines de tension HTA et BT > 36 kVA et de ne pas facturer cette prestation ?

ALPIQ ENERGIE FRANCE se félicite que la CRE reconnaisse que « le déploiement de ces boîtiers a été programmé sans anticiper suffisamment la dégradation de l'accès aux données que cela allait engendrer pour les acteurs. En effet, le remplacement du RTC par l'IP aura pour conséquence de ne plus permettre aux utilisateurs ou aux tiers autorisés d'interroger directement les compteurs. »

ALPIQ ENERGIE FRANCE est favorable au principe de non-facturation de la transmission en J+1 des données du compteur autres que courbe de charge.

L'absence de facturation de cette prestation proposée par la CRE traduit le fait qu'elle est essentielle au bon fonctionnement du marché et justifie la mise en place d'obligations contractuelles pour le GRD accompagnées de pénalités en cas de manquement.

Le contexte de déploiement des boîtiers IP et la mise en situation de dépendance des fournisseurs vis-à-vis du SI d'Enedis que ce déploiement implique rend essentielle la mise en place d'un cadre de régulation permettant de contraindre le GRD en termes de fiabilité de transmission et de qualité des données par les gestionnaires de réseaux.

A minima, ALPIQ ENERGIE FRANCE estime que la CRE devrait mettre en place, dans le cadre du TURPE, une régulation incitative pour le suivi de cette prestation à travers des indicateurs incités financièrement mesurant notamment la vitesse de transmission des informations et la complétude des données.

3. Question 3 : Etes-vous favorable à l'introduction au catalogue des prestations annexes d'Enedis d'une prestation de transmission ponctuelle de données mesurées en infrajournalier pour les sites raccordés dans les domaines de tension HTA et BT > 36 kVA ?

Oui

4. Question 4 : Partagez-vous la proposition de la CRE consistant à ne pas facturer cette prestation ?

ALPIQ ENERGIE FRANCE est favorable à l'introduction et au principe de non-facturation de la transmission ponctuelle de données mesurées en infrajournalier.

Le contexte de déploiement des boîtiers IP et la mise en situation de dépendance des fournisseurs vis-à-vis du SI d'Enedis que ce déploiement implique rend essentielle la mise en place d'un cadre de régulation permettant de contraindre le GRD en termes de fiabilité de transmission et de qualité des données par les gestionnaires de réseaux.

A minima, ALPIQ ENERGIE FRANCE estime que la CRE devrait mettre en place, dans le cadre du TURPE, une régulation incitative pour le suivi de cette prestation à travers des indicateurs incités

financièrement mesurant notamment la vitesse de transmission des informations et la complétude des données.

5. Question 5 : Etes-vous favorable à l'introduction d'une prestation de modification de puissance de raccordement en injection pour les producteurs raccordés dans le domaine de tension $BT \leq 36 \text{ kVA}$ selon les principes de tarification exposés ?

Ne se prononce pas

Cordialement,

La Commission de Régulation de l'Energie